

Comment devenir trader indépendant ?

C'est une question à la fois simple comme on pourra le voir comme complexe pour trouver les informations justes. À ce titre, toutes les informations données dans ce document ne sont ni une vérité absolue (des erreurs de compréhension ou de source d'informations peuvent possiblement être présentes), ni une vérité à la date de lecture du document. Les lois changent et donc ce qui est vrai un jour peut-être faux un autre. Merci de contribuer à l'amélioration de ce document 😊

Pour préciser, ce document est un guide pour créer son entreprise en France de la manière la plus classique qu'il soit. Tous les montages financiers et la création d'entreprise dans une résidence fiscale étrangère ne seront pas abordés ici (on verra ça plus tard, pour l'instant gagnons de l'argent en France :P).

Liste des questions toujours en suspens :

- BIC ou BNC ?
- ...

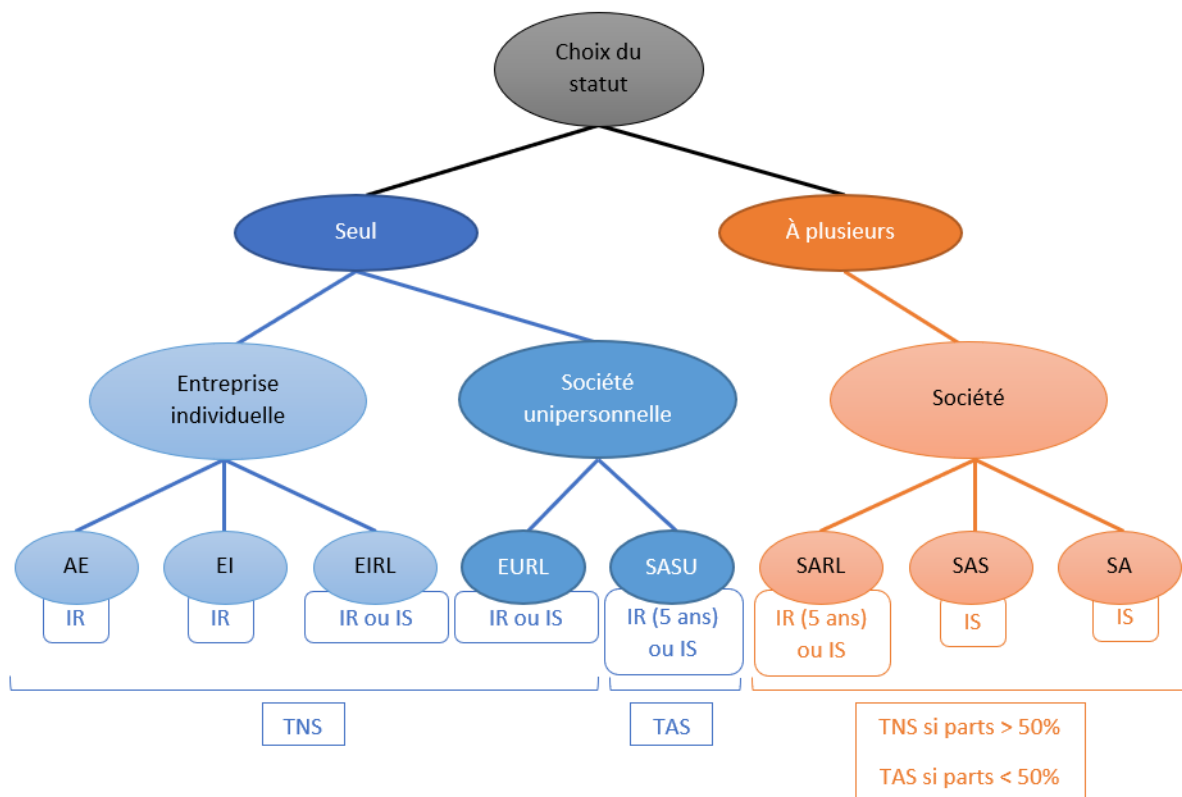
Sommaire

1) Présentation des différents statuts juridique	2
2) Choix du statut juridique	3
a) Seul ou à plusieurs ?	3
b) Entreprise individuelle ou société unipersonnelle ?	3
c) Statut du dirigeant TNS ou TAS ?	3
d) Imposition à l'IR ou à l'IS ?	4
3) Gestion de l'entreprise	6
a) Paiement de la cotisation sociale au SSI (ex RSI)	6
b) Paiement divers	6
4) Les aides à la création d'entreprise	7
a) Les aides de Pôle Emploi	7
a. ACCRE (Aide aux Chômeurs Créateur ou Repreneur d'Entreprise)	7
b. ARE (Allocation d'aide au Retour à l'Emploi)	7
c. ARCE (Aide à la Reprise ou Création d'Entreprise)	8
b) Association Pivod	8
5) Particularité de l'activité de trader indépendant	8
a) À partir de quel moment un trader particulier doit-il passer au statut de trader professionnel ?	8
b) Quel régime d'imposition ?	8
c) Quelle est la différence entre compte professionnel chez le Broker, compte professionnel dans une banque et compte personnel dans une banque ?	10

d) Quelles conditions pour être professionnel chez un Broker ?	10
e) L'accréditation de l'AMF (Autorité des Marchés Financiers)	11
6) Quel choix vais-je faire personnellement ?	11

1) Présentation des différents statuts juridique

Voici une représentation schématique des choix de statut existants. Il en existe d'autres mais ils ne sont pas pertinents à présenter pour notre sujet.



AE = Auto-Entrepreneur

EI = Entreprise Individuelle

EIRL = Entreprise Individuelle à Responsabilité Limitée

EURL = Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée

SASU = Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle

SARL = Société A Responsabilité Limitée

SAS = Société par Actions Simplifiée

SA = Société Anonyme

IR = Imposition sur le Revenu

IS = Imposition sur la Société

TNS = Travailleur Non Salarié

TAS = Travailleur Assimilé Salarié

2) Choix du statut juridique

C'est bien sympathique de connaître le statut mais comment choisir et à quoi correspondent tous ces termes... On va voir ça tout de suite point par point.

a) Seul ou à plusieurs ?

La question la plus simple à se poser, est-ce qu'on désire réaliser un projet seul ou avec un ou plusieurs autres associés. Dans mon cas, je suis seul.

b) Entreprise individuelle ou société unipersonnelle ?

La réponse dépendra principalement des réponses aux questions suivantes et au final on reviendra sur cette question un peu plus loin. Ce qu'il faut savoir pour le moment, c'est que le coût de création et de dissolution d'une entreprise individuelle est beaucoup moins cher que pour une société. Il faut compter environ 0€ à 100€ pour la création d'une entreprise individuelle et de 500€ à 1000€ pour la création d'une société tout en sachant que le coût de fermeture de la société coûtera le double. De même les coûts de fonctionnement et les formalités administratives sont inférieurs en entreprise individuelle par rapport aux sociétés. Cependant une société permet de rassurer pour les partenariats, les clients et les fournisseurs.

c) Statut du dirigeant TNS ou TAS ?

Il existe donc deux statuts pour le dirigeant de la société (ou les dirigeants en cas de société à plusieurs). Le statut est imposé par le statut de l'entreprise et le nombre de parts du dirigeant dans la société, il ne peut pas être choisi.

- TNS (Travailleur non salarié) : ce statut est moins coûteux mais moins bien protégé. La cotisation se fait à la Sécurité Sociale des Indépendants (SSI) qui correspond à anciennement le Régime sociale des Indépendants (RSI). Le dirigeant ne cotise aucun droit pour les congés et l'assurance chômage. Il est donc conseillé de prendre une assurance supplémentaire comme la prévoyance santé car en cotisant le dirigeant à seulement le droit à la sécurité sociale. De même il faut prévoir une retraite complémentaire car la cotisation retraite au SSI est faible. Estimation des charges sociales à 46% de la rémunération du dirigeant.

- TAS (Travailleur assimilé salarié) : ce statut est l'équivalence d'un statut salarié dans une entreprise lambda. La cotisation se fait à l'URSSAF et permet d'être protégé comme un salarié lambda (sauf assurance chômage). Cependant le dirigeant est dans l'obligation de s'occuper de la gestion de la paie (bulletin de salaires). Estimation des charges sociales à 60% de la rémunération du dirigeant.

Dans tous les cas, il est conseillé de prendre une complémentaire retraite. Il est aussi possible de cotiser à une assurance chômage via l'APPI (l'Association pour la Protection des Patrons Indépendants) et la GSC (Garantie Sociale du Chef d'entreprise).

Pour résumer, il semble préférable d'être TNS quand on est jeune entrepreneur et être TAS quand on crée une entreprise en étant en fin de carrière. La logique étant de se créer sa propre retraite en tant que TNS et de finir d'acquies ses droits quand on est TAS.

d) Imposition à l'IR ou à l'IS ?

Suivant le statut il est possible de choisir son régime d'imposition et la réponse dépend du projet de chacun. En gros est-ce qu'on compte réinvestir de l'argent dans l'entreprise ou non.

Présentons chacun des cas d'imposition.

- L'Imposition sur le Revenu (IR)

Ce régime fiscal est assez simple à comprendre car le bénéfice de l'entreprise correspond à la rémunération du dirigeant. Mais du coup à quoi correspond le bénéfice ?

$$\text{Bénéfice} = \text{Chiffre d'affaire} - \text{Charges}$$

Le chiffre d'affaire représente toutes les rentrées d'argent que fait l'entreprise (la vente de 10 pommes à 2€/unité donnera 10*2=20€ de chiffre d'affaire).

Les charges représentent toutes les dépenses faites par l'entreprise, voici une liste non exhaustive de charges :

- Fournisseurs (achat de 10 pommes à 1€/unité donnera 10*1=10€ de charges)
- Téléphone
- Internet
- 30% loyer et charges (électricité, eau)
- Frais transport ou frais kilométriques
- Restauration
- Achat multimédia
- Papeterie
- Vêtements
- Récupération de la TVA
- Contrat Madelin (retraite déductible des charges sociales)
- RSI ou URSSAF
- ...

Je te vois venir petit malin ! Et non la coke et les putes ne peuvent pas être compris dans les charges, il faut que ce soit des dépenses « utiles » à l'entreprise 😊

À savoir aussi que les Auto-Entrepreneur ne peuvent pas déduire leurs charges donc leur bénéfice est égal à leur chiffre d'affaire.

Par exemple, si un dirigeant fait 50 000€ de chiffres d'affaires, il déduit ses charges, imaginons 20 000€. Il aura donc un bénéfice de $50\,000\text{€} - 20\,000\text{€} = 30\,000\text{€}$.

Ce bénéfice est à l'Imposition sur le Revenu et donc il dépend de chacun. Pour faire simple à ce stade il déclare ses 30 000€ comme si c'était un salaire net imposable d'un salarié d'une entreprise lambda. Suivant le nombre de part de son foyer fiscal (enfants, marié/PACS), le revenu net imposable va varier et ensuite il faut appliquer le barème des tranches (exemple de celui qu'on devrait avoir en 2019).

Revenu net imposable	Taux d'imposition
De 0 € à 9 964 €	0%
De 9 964 € à 27 519 €	14%
De 27 519 € à 73 779€	30%
De 73 779 € à 156 244 €	41%
Au-delà de 156 244 €	45%

Imaginons une personne seule sans enfant qui déclare 30 000€, elle devra payer :

$$IR = 9\,964\text{€} * 0\% + (30\,000\text{€} - 9\,964\text{€}) * 14\% = 2\,805,04\text{€}$$

➤ L'imposition sur la Société (IS)

Cette fois ci ça se complique un peu car il faut bien différencier le bénéfice de l'entreprise et la rémunération du dirigeant.

$$\text{Bénéfice de l'entreprise} = \text{Chiffre d'affaire} - \text{charges} - \text{rémunération du dirigeant}$$

On voit tout de suite que la rémunération du dirigeant devient une charge pour l'entreprise. Prenons un exemple.

$$\text{Chiffre d'affaire} = 100\,000\text{€}$$

$$\text{Charges} = 30\,000\text{€}$$

$$\text{Rémunération du dirigeant} = 30\,000\text{€}$$

Ici la rémunération du dirigeant est de 30 000€ et comme le cas précédent, il sera imposé à l'Imposition sur le Revenu et donc paiera en son nom 2 805,04€ s'il est seul et sans enfant. Maintenant voyons ce qu'il se passe pour le bénéfice de l'entreprise.

$$\text{Bénéfice de l'entreprise} = 100\,000\text{€} - 30\,000\text{€} - 30\,000\text{€} = 40\,000\text{€}$$

Nous avons donc 40 000€ de bénéfice pour l'entreprise, il faut donc appliquer l'Imposition sur la Société à ces 40 000€. Prenons le barème qui devrait être mis en place en 2019.

Bénéfice de l'entreprise	Taux
De 0€ à 38 120€ (si chiffre d'affaire < 7,63 M€)	15%
De 38 120€ à 500 000€	28%

Supérieur à 500 000€	31%
----------------------	-----

$$IS = 38\,120\text{€} * 15\% + (40\,000\text{€} - 38\,120\text{€}) * 28\% = 6\,244,4\text{€}$$

À ce stade, il reste sur le compte bancaire de l'entreprise, 40 000€ - 6 244,4€ = 33 755,6€. Il reste trois possibilités pour cet argent :

- Réinvestir l'argent dans l'entreprise
- Le verser en dividendes au dirigeant (ou aux dirigeants) qu'il devra déclarer à l'Imposition sur le Revenu mais d'une façon différente et donc avec une imposition différente de sa rémunération classique
 - Cotisation sociale sur le montant des dividendes supérieur à 10% de capital social détenu + prime d'émission + apport en compte courant. Ensuite le dirigeant paie l'IR sur les dividendes perçus
- Arbitrer entre réinvestissement et dividendes

Le choix entre IR et IS dépend surtout des perspectives d'évolution de l'entreprise. On voit bien qu'avec des montants inférieurs à 9 964€ (tranche IR à 0%) + 27 519€ (tranche IR à 14%) = 37 483€ il est préférable d'être imposé à l'IR pour payer 14% d'impôts même si une partie des revenus doivent être réinvesti dans l'entreprise. Cependant pour tout montant supérieur, l'Imposition sur la Société va permettre de faire de la gestion afin de réduire son imposition (notamment en cas de réinvestissement des bénéfices dans l'entreprise) en arbitrant entre rémunération du dirigeant qui sera soumis à l'IR et bénéfice de l'entreprise qui sera soumis à l'IS. Attention, il faut garder à l'esprit que plus la rémunération du dirigeant sera haute, plus les charges sociales seront élevées. Si le dirigeant peut se contenter de peu de rémunération pour privilégier le réinvestissement dans l'entreprise, il pourra être préférable d'être imposé à 28% à l'IS plutôt que de payer des charges sociales puis de payer l'IR à 14% (l'addition des charges sociales et de l'IR peuvent être bien supérieur à seulement l'IS).

3) Gestion de l'entreprise

a) Paiement de la cotisation sociale au SSI (ex RSI)

Je m'appuie directement sur une fiche pratique de www.legalstart.fr qui est déjà très bien faite.

[Clique ici 😊 \(https://www.legalstart.fr/fiches-pratiques/rsi-regime-social/cotisations-rsi/\)](https://www.legalstart.fr/fiches-pratiques/rsi-regime-social/cotisations-rsi/)

b) Paiement divers

CFE

Taxe d'apprentissage

TVA

Expert-comptable

Centre de gestion (facultatif)

Fédération des métiers (facultatif)

4) Les aides à la création d'entreprise

Voici des aides pouvant aider à la création d'entreprise. Cette courte liste est évidemment non exhaustive.

a) Les aides de Pôle Emploi

a. ACCRE (Aide aux Chômeurs Créateur ou Repreneur d'Entreprise)

- Pour qui ? pour les demandeurs d'emploi qui bénéficie d'une indemnisation pôle emploi ou qui en ont bénéficié pendant au moins 6 mois au cours des 18 derniers mois. Également les personnes de moins de 26 ans et les titulaires du RSA.
- Avantage ? Exonération de charges sociales pendant 1 an pour revenue d'activité qui ne dépasse pas 39 228€ (plafond de la sécurité sociale). L'exonération porte sur les cotisations sociales, cotisations maladie/maternité/invalidité/décès/prestations familiales/vieillesse
 - Exonération totale jusqu'à 30 000€
 - Exonération de $\frac{3}{4}$ de 30 001€ jusqu'à 39 228€
 - Exemple : Pour un revenu de 28 000€ => 6 400€ d'exonérations
- Conditions ? Créer une entreprise quelque soit son activité (quelque soit son statut juridique ?) et en avoir le contrôle. Si création de société, il doit détenir la majorité du capital seul ou avec les membres de sa famille (conjoint, partenaire de PACS, concubin, enfants, parents) avec au moins 35% à titre personnel. Ou sinon être dirigeant de la société et détenir au moins 1/3 du capital seul ou détenir le capital avec la famille avec au moins 25% à titre personnel.
- Comment l'obtenir ? Remplir et déposer le formulaire de demande d'ACCRE au centre de formalités des entreprises (CFE) qui répondent dans le mois qui suit le dépôt du dossier. Dépassé ce délai sans réponse, la demande vaut automatiquement acceptation. Si l'entreprise est déjà créée, vous avez 45 jours (calendaires j'imagine) après la date de création d'entreprise pour déposer le dossier.

b. ARE (Allocation d'aide au Retour à l'Emploi)

Conservation des indemnités après la création de l'entreprise

c. ARCE (Aide à la Reprise ou Création d'Entreprise)

Transformation des indemnités en capital

b) Association Pivod

C'est une association à but non lucratif qui aide les créateurs d'entreprise. Voici leurs sites internet :

- Paris : <http://www.pivod75.org/>
- Yvelines : <http://www.pivod-78.fr/>

5) Particularité de l'activité de trader indépendant

a) À partir de quel moment un trader particulier doit-il passer au statut de trader professionnel ?

b) Peut-on trader en tant que professionnel avec un compte de particulier (pour continuer sur le même compte) ?

c) Quel régime d'imposition ?

Le régime d'imposition dépend de deux choses :

- La nature de l'activité exercée par l'entreprise
- Le chiffre d'affaire de l'entreprise

Il existe deux grandes catégories selon la nature de l'activité exercée par l'entreprise :

- BIC (Bénéfice Industriels et Commerciaux) pour les activités commerciales, industrielles, artisanales et pour les revenus tirés de la location meublée.
- BNC (Bénéfice Non commerciaux) pour les professions libérales et toutes les autres sources de revenus qui ne rentrent pas dans les activités précédemment citées

Il faut savoir qu'une même entreprise peut très bien exercer une activité liée aux BNC et une autre activité liée aux BIC en même temps. Dans ce cas-là, elle devra déclarer un chiffre d'affaire par activité (sauf cas particuliers mais nous allons nous arrêter là).

Il existe 5 régimes d'impositions suivant le chiffre d'affaire, 3 rattachés aux BIC et 2 rattachés aux BNC.

BIC (Chiffre d'affaire comptabilisé au moment de la facture)

Il faut séparer le chiffre d'affaire entre les prestations de services et les activités de vente et de fourniture de logement.

- Micro-BIC (régime des micro-entreprises) => Pas de possibilité de déduire les charges, pas de récupération de la TVA sur les achats et pas de facturation de TVA pour les clients, cependant il y a un abattement forfaitaire. Il est possible d'adhérer au régime du réel simplifié ou normal sur l'abattement forfaitaire est moins intéressant
 - Prestations de services : CA HT 2017 <= 33 100€ (abattement de 50% du CA)
 - Activités de vente et fourniture de logement : CA HT 2017 <= 82 800€ (abattement de 71% du CA)
- Régime du réel simplifié => Pas d'abattement forfaitaire mais les charges sont déductibles et la TVA sur les achats est récupérable. Il faut facturer la TVA aux clients. C'est un régime simplifié par rapport au réel car le calcul, la déclaration et le paiement de la TVA se fait tous les semestres sous forme d'acompte puis une régularisation est réalisée en fin d'année. Il est possible d'adhérer au régime normal
 - Prestations de services : 33 100€ < CA HT 2017 <= 238 000€
 - Activités de vente et fourniture de logement : 82 800€ < CA HT 2017 <= 788 000€
- Régime du réel normal => Même conditions que pour le régime réel simplifié sauf pour le calcul, la déclaration et le paiement de la TVA qui se fait tous les mois avec les montants exactes
 - Prestations de services CA HT 2017 > 238 000€
 - Activités de vente et fourniture de logement : CA HT 2017 > 788 000€

BNC (Chiffre d'affaire comptabilisé au moment de l'encaissement)

Il n'y a pas de TVA sur les revenus liés aux BNC

- Régime du micro-BNC (recette 2017 <= 33 100€) : abattement de 34% du CA (pas de charges déductibles)
- Régime de la déclaration contrôlée (recettes 2016 > 33 100€) : Pas d'abattement mais les charges sont déductibles du CA

Le métier de trader indépendant semble être considéré comme celui de commerçant. Il est donc sous le régime des BIC.

Auparavant, le métier de trader indépendant était considéré comme une profession libérale et donc assujetti aux BNC.

L'avantage des BNC sur les BIC semble lié à la TVA.

Il faudrait plus d'éclaircissement sur ce point...

d) Quelle est la différence entre compte professionnel chez le Broker, compte professionnel dans une banque et compte personnel dans une banque ?

D'un point de vue juridique, le compte professionnel correspond au compte bancaire professionnel de l'entreprise. Donc à la fin de chaque exercice fiscal, le chiffre d'affaire de l'entreprise correspondra aux plus-values faites sur le compte professionnel chez le Broker. On peut donc caractériser 3 comptes comme suit :

- Compte professionnel chez le Broker : Il possède le capital pour trader
- Compte professionnel bancaire : C'est par ce compte que devront être payés les charges de l'entreprise et la rémunération du dirigeant
- Compte personnel bancaire : C'est le compte perso où l'on reçoit la rémunération que l'on veut bien se donner avec l'entreprise et où on achètera la Lambo (si elle n'est pas passée en voiture de société)

e) Quelles conditions pour être professionnel chez un Broker ?

Je me suis renseigné auprès de PRT (ProRealTime) car c'est la plateforme de trading que je désire utiliser et les Brokers associés me conviennent parfaitement. Ce n'est en aucun cas une pub ou un conseil.

- PRT via IB (Interactive Broker - futures)
 - 5 000€ de dépôt minimum
 - Documents liés à la société et au dirigeant
 - Preuve d'enregistrement de la société de moins de 3 mois (pour la France, extrait K-bis)
 - Justificatif de domicile de la société
 - Justificatif de domicile du dirigeant
 - Pièce d'identité en cours de validité du dirigeant (copie recto/verso de la carte d'identité ou copie des 4 premières pages du passeport)
 - "Proof of authority and Ability to trade on margin" (modèle de document fourni par le Broker)
- PRT via IG (IG Markets - CFD)
 - 1 000€ de dépôt minimum
 - Reste des éléments inconnus

Visiblement, suite à différents appels téléphoniques, l'AMF semble mener la vie dure aux Broker et in fine à nous en imposant un questionnaire (à l'oral) assez strict et dur dans les deux cas. Cela ne profite ni au Broker, ni à nous mais l'AMF a de beaux stats Européen après... Principalement, ils vont demander quels sont les connaissances du dirigeant sur les marchés, d'où viennent les capitaux de l'entreprise, quel métier a été pratiqué précédemment et est-ce que le dirigeant a des fonds de côté.

Etant donné que c'est une pratique imposée par l'AMF et non par les Brokers, il est possible de mentir malgré le fait que je ne connaisse pas exactement les conséquences. Ce n'est pas un conseil mais il faut le savoir.

f) L'accréditation de l'AMF (Autorité des Marchés Financiers)

En tant que trader indépendant gérant ses capitaux propres, il n'y a pas besoin d'obtenir

- Pourquoi ? Trois grandes catégories de personnes sont concernées
 - Celles qui, chez les prestataires de services d'investissement, y compris les sociétés de gestion de portefeuille, informent ou conseillent des clients en vue de transactions sur instruments financiers,
 - Celles qui, pour les mêmes prestataires, exercent des fonctions clés déterminées sur les marchés financiers et/ou dans les relations avec les investisseurs,
 - Les conseillers en investissements financiers, CIF personnes physiques, dirigeants et salariés de CIF personnes morales, dès lors que ces salariés délivrent des conseils en investissement à la clientèle.
- Comment ? Liste des partenaires de l'AMF (Le processus de vérification des connaissances minimales est très souvent, dans le langage courant, appelé « processus de certification ». Il s'agit d'un abus de langage. En effet, l'AMF certifie des examens, pas les personnes qui les réussissent !)
 - <https://www.amf-france.org/technique/multimedia?docId=66b0ec70-e1c5-4dc5-b92b-ce67a4c40b52>
- Combien ? De 138€ à 238€ selon les formules (nombre passage, temps pour le passer, aide...) chez Barchen Education par exemple (avec -20% pour les demandeurs d'emploi). C'est le premier de la liste, voilà pourquoi je donne celui-là. Ce n'est pas un conseil de choix.

6) Quel choix vais-je faire personnellement ?

Je suis seul dans mon projet de création d'entreprise, j'ai donc le choix entre EI, EURL, EURL et SASU (AE est impossible pour les traders indépendants). Etant donné que j'ai 27 ans (donc pas cotisé énormément pour la retraite) et que je n'ai pas de problème de santé particulier, je préfère opter pour le statut TNS, le statut SASU est donc éliminé. Au vu de l'activité de trading, il semble plus opportun de choisir d'être imposé à l'IS pour le réinvestissement des bénéfices afin de faire grossir le capital. Il me reste EURL et EURL comme choix. N'ayant pas de client et de fournisseur, le statut d'entreprise individuelle est suffisant. Le prix de création étant moindre, tout comme la charge administrative (à vérifier), j'opte pour l'EURL avec une demande ARE (pour conserver mes indemnités pôle emploi le temps de faire grossir le capital) et une demande ACCRE (pour diminuer les charges sociales la première année) 😊